

CRISE, TRANSFORMATION
ET RESTRUCTURATION
DES SYSTÈMES DE PARTIS

103

DANS UNE ÉTUDE SUR LES ÉLECTIONS qui se sont déroulées au XX^e siècle entre 1912 et 1995 dans les onze plus grands pays d'Amérique latine, un chercheur américain dénombrait environ 1 200 partis¹... Si l'on ajoute les pays d'Amérique centrale et les transformations qu'ont connues plusieurs pays de la région dans les six dernières années (notamment l'Équateur et le Venezuela), peut-être faut-il ajouter une centaine à ce nombre impressionnant. Les deux premières caractéristiques des systèmes de partis de la région sont donc apparemment leur fragmentation et leur volatilité. Cela correspondrait assez bien à leur genèse. Lorsque les pays d'Amérique hispanique se dotent de Constitutions républicaines et adoptent le régime présidentiel, au lendemain des indépendances, les créoles qui occupent le pouvoir ont besoin de se légitimer par le suffrage. Les partis qui se forment au XIX^e siècle sont donc avant tout des instruments de contrôle du vote, à travers les formes les plus variées et les plus subtiles du clientélisme, exercé à grande échelle.

L'État est d'abord au service des partis et de ceux qui les contrôlent. Quiconque aspire à investir l'appareil d'État crée son parti pour tenter sa chance. Compte tenu de l'immensité des ressources de tous ordres que procure l'exercice du pouvoir, les candidats sont nombreux,

1. Michael Coopedge, « A Classification of Latin American Parties », *Working Paper*, n° 244, Kellogg Institute, 1997.

même si la durée d'existence de leur parti ne dépasse souvent pas une élection.

Pourtant, fragmentation et volatilité des systèmes de partis ne reflètent qu'imparfaitement la réalité. Dans la majorité des cas en effet, des clivages idéologiques se sont formés de manière durable et ont structuré les systèmes partisans en gestation. Lutte entre les libéraux et les conservateurs au XIX^e siècle, apparition de formations démocrates-chrétiennes, socialistes, communistes, guévaristes, révolutionnaires, populistes, etc. au XX^e. Même si elles étaient la plupart du temps soit non concurrentielles, soit semi-concurrentielles, les compétitions électorales ont toujours connu, au cours des deux siècles écoulés, de forts clivages idéologiques. En ce sens, les systèmes partisans latino-américains s'apparentent plutôt aux modèles européens. La situation, nous le verrons, est en train de changer substantiellement.

104

Depuis la chute des régimes autoritaires dans les années quatre-vingt, le paysage partisan a partout profondément évolué, après une période qui a vu les partis traditionnels réapparaître de manière quasi hégémonique. Dans les pays sortant de régimes autoritaires ou dictatoriaux, les partis ont été des agents souvent essentiels du retour à la démocratie². On a ainsi assisté à une étonnante stabilité des formations, en dépit de l'inévitable inflation de créations partisans dans l'euphorie du retour de la démocratie. Mais à partir du moment où, après la chute du mur de Berlin, la démocratie représentative est devenue le seul régime politique légitime dans tout le continent, les partis ont été confrontés à une série de problèmes et de demandes auxquels ils n'ont souvent pas su répondre.

Ils sont donc entrés dans une crise profonde, entraînant dans nombre de pays un changement notable du système de partis. Dans la plupart des cas, le champ partisan s'est restructuré. Mais dans quelques pays, les partis ont complètement disparu, pour laisser place à des formations éphémères, liées à un dirigeant charismatique.

2. Voir notamment Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1986, 4 vol. ; Ronald H. Mac Donald et Marc J. Ruhl, *Party, Politics and Elections in Latin America*, Boulder, Westviews Press, 1989.

LES PARTIS, ACTEURS DES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES

Équateur (1979), Pérou (1980), Bolivie (1982), Argentine (1983), Brésil (1985), Uruguay (1985), Paraguay (1989), Chili (1989), les pays d'Amérique centrale (1980 à 1990), partout on voit les partis politiques traditionnels (ceux d'avant les régimes autoritaires, ou même parfois ceux qui ont été les instruments de ceux-ci) être des acteurs essentiels des transitions démocratiques. Les alliances politiques pour gérer les transitions se nouent en leur sein. Ils sont d'autant plus actifs durant cette période que, souvent, les régimes militaires les ont niés, ont persécuté leurs dirigeants et militants. Si l'on examine cette période des deux dernières décennies du XX^e siècle, plusieurs phases sont à distinguer.

105

Les premières élections compétitives sont partout gagnées par les formations anciennes, en dépit du nombre parfois faramineux de partis qui se présentent à la compétition. Le mode de scrutin généralement proportionnel ne modifie pas substantiellement la scène politique, et la caractéristique de cette période est donc celle de la stabilité des systèmes partisans. Un pays se distingue cependant, le Brésil. En Amérique latine, c'est en effet le seul pays à n'avoir jamais connu encore de partis structurés sur l'ensemble du territoire national. Les partis sont régionaux, leurs organisations sont lâches, ils sont dominés par des caciques locaux. Ce n'est qu'avec le retour de la démocratie que commenceront à naître des formations présentes sur l'ensemble du territoire national.

Les premières élections compétitives sont par ailleurs gagnées par les partis qui ont affiché l'opposition la plus déterminée aux régimes militaires. L'électeur veut changer de régime politique. Cela se traduira d'ailleurs, dans la presque totalité des pays, par l'adoption de nouvelles Constitutions. Mais l'électeur condamne aussi l'échec économique des militaires. La seule exception est le Chili. Pinochet perd le référendum plébiscitaire de 1988, mais sa politique économique n'est pas remise en cause. La coalition allant du Parti socialiste à la démocratie chrétienne, qui gouverne depuis 1989, s'est d'ailleurs bien gardée de porter atteinte aux grandes options économiques du régime précédent.

La seconde phase est celle des alternances. Aux élections qui suivent celles de la chute des régimes autoritaires, dans la quasi-totalité des cas, les partis au pouvoir sont rejetés dans l'opposition, au profit cette fois encore de formations traditionnelles. Les électeurs ne sanctionnent pas

le caractère démocratique du régime mais l'échec économique des gouvernants et de leurs partis. Il est vrai que ces derniers ont eu à la fois à assurer la construction de nouvelles institutions, avec des militaires demeurés puissants, et à changer de modèle de développement. Il a fallu passer d'économies fermées, centrées sur le marché intérieur, à des économies totalement ouvertes, dont la croissance dépend des marchés extérieurs, dans un contexte d'endettement extrême. Les équipes des transitions ne sont pas arrivées à relever ce second défi, et l'hyper-inflation sévit dans la plupart des pays.

106 L'Uruguay, l'Argentine, le Brésil, le Pérou connaissent ainsi l'alternance. Premier signe de la crise profonde qui s'annonce dans nombre de pays, les partis politiques sont balayés dès 1990 au Pérou avec la victoire surprise d'Alberto Fujimori. Candidat sans parti et sans argent, il gagne en créant sa formation *ad hoc* et avec un discours populiste, jouant sur une relation directe à la population, utilisant de multiples réseaux informels. En Argentine à la même époque, c'est aussi en utilisant les ressorts du populisme que Carlos Menem, avec le Parti justicialiste (péroniste), supprime le Parti radical. Tous deux réussissent à vaincre l'inflation. Ils seront facilement réélus, après avoir fait adopter une nouvelle Constitution pour le premier et une réforme constitutionnelle pour le second (au début des années quatre-vingt-dix, toutes les Constitutions prévoyaient le principe de non-réélection). Fernando Henrique Cardoso au Brésil procédera de même pour pouvoir se représenter, après avoir réussi à ramener l'inflation à un chiffre. Quant à Carlos Salinas de Gortari au Mexique, il aurait sans doute été réélu pour les mêmes raisons en 1994, s'il avait pu faire réformer la Constitution.

En dépit de cette apparente stabilité cependant, dans la plupart des pays, la dernière décennie du siècle est marquée par une crise profonde des partis traditionnels, qui s'accompagne souvent de l'apparition de nouvelles formations.

CRISE DES PARTIS ET CRISE DE LA REPRÉSENTATION

Les origines de la crise de la représentation sont bien sûr diverses d'un pays à l'autre. On peut néanmoins déceler deux causes que l'on retrouve partout. D'une part, les partis traditionnels n'arrivent pas à changer leurs pratiques politiques, nées dans un contexte peu concurrentiel. D'autre part, ils se révèlent incapables de répondre aux nouvelles demandes, de combattre l'extrême pauvreté de couches chaque fois

plus nombreuses de la population, de faire face à la montée de la délinquance, d'incorporer les nouveaux acteurs.

Les partis, on l'a dit, investissaient l'État et se légitimaient par un vote contrôlé grâce à des pratiques clientélares. Avec les restructurations économiques (privatisations massives, réduction des dépenses publiques et des déficits budgétaires, diminutions drastiques du nombre de fonctionnaires, etc.) opérées à partir de la fin des années quatre-vingt, les partis ont perdu l'essentiel de leurs ressources. Ils n'ont plus les moyens d'entretenir la relation d'échange clientélaire. Du coup, le vote se libère, devient de plus en plus concurrentiel. L'élu est confronté à des demandes pour lui insolites. Ainsi, la corruption avait de tout temps existé en Amérique latine. Elle était parfaitement tolérée. Mais elle devient insupportable pour l'électeur lorsque l'élu continue à être corrompu sans pouvoir désormais répartir les prébendes étatiques. Le thème de la corruption va dès lors occuper une grande partie du débat politique, sans qu'il faille y voir le signe d'une conversion des populations latino-américaines à l'éthique protestante wébérienne...

107

Plusieurs présidents vont être destitués par le Parlement soit pour cause de corruption (Fernando Collor de Mello au Brésil, Carlos Andres Perez au Venezuela), soit pour incapacité (Abdallah Bucaram en Équateur), malversations (Alberto Fujimori au Pérou), non-respect des procédures démocratiques (Francisco Serrano au Guatemala), sans compter ceux contraints à démissionner sous la pression conjuguée de la rue et des élus (Raul Cubas au Paraguay, Jamil Mahuad en Équateur).

Plus généralement, cette perte de ressources étatiques réduit considérablement les possibilités d'intervention gouvernementale dans le champ économique et social. Les régulations traditionnelles disparaissent et rien ne vient les suppléer. Dans de nombreux pays, on assiste à une contradiction majeure. Alors que les institutions mises en place par les nouvelles Constitutions ou par des lois postérieures sont souvent exemplaires, elles ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal. Leur dégradation est quasi générale, sur fond de croissance de la pauvreté (en nombre absolu) et des inégalités. Partout elles se sont accrues, l'insécurité a augmenté, les mafias de tous ordres ont prospéré. Les tissus sociaux se sont délités, avec pour corollaires la montée de l'individualisme et le développement de pouvoirs infra-étatiques. Et, en dépit de ces symptômes inquiétants, nombre d'oligarchies partisans traditionnelles n'ont pas remis en cause leurs modes d'intervention.

La crise des partis est donc d'abord une crise de la représentation. Elle est la manifestation d'un décalage entre les intérêts de la population

et ceux des élus. Cela a amené certains à prédire leur possible disparition. À la différence d'autres régions du monde en effet, l'Amérique latine ne bénéficie pas, à quelques exceptions près, d'une longue tradition partisane. Scott Mainwaring et Timothy R. Scully ont noté que, dans les douze pays qu'ils ont étudiés (Colombie, Uruguay, Argentine, Paraguay, Mexique, Costa Rica, Chili, Venezuela, Pérou, Bolivie, Équateur, Brésil), quatre seulement avaient des partis ayant plus de cent ans d'âge. Ce sont l'Uruguay, avec les partis *Blanco* et *Colorado*, la Colombie, avec les partis libéral et conservateur, le Paraguay, avec les partis libéral (PLRA) et *Colorado*, et l'Argentine, avec le Parti radical (UCR)³. Partout ailleurs, c'est la jeunesse, la fragmentation, la volatilité qui semblent prédominer.

108 De nouvelles formations sont donc nées dans certains pays, avec comme offre de changer les pratiques politiques et de mettre fin à la corruption. C'est le cas au Brésil avec le Parti des travailleurs (PT), au Mexique avec le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), en Argentine avec le Front pour un pays solidaire (*Frepaso*), en Uruguay avec le Front élargi (*Frente amplio*). Ailleurs, d'anciens mouvements guérilleros réussissent leur reconversion à la lutte pacifique, comme le FMLN au Salvador ou les sandinistes (FSLN) au Nicaragua. En revanche, l'UNRG au Guatemala et le M19 en Colombie n'arrivent pas à tirer un profit électoral de leurs années de lutte armée.

À l'origine de ces nouvelles formations, on trouve souvent des coalitions de partis. C'est le cas par exemple de l'*Unión Nacional Opositora* (UNO) au Nicaragua (regroupement de 13 partis d'opposition au FSLN dans les élections présidentielles du 1989), de la *Concertación* au Chili (8 partis réunis autour du Parti socialiste et du Parti démocrate-chrétien depuis 1989), de l'Alliance en Argentine (regroupement du Parti radical et du *Frepaso*). Ce phénomène de coalitions est significatif de la phase actuelle de recomposition partisane et d'institutionnalisation des processus électoraux. Notons d'ailleurs sur ce point que de nombreux pays ont mis en place des institutions indépendantes pour organiser et contrôler les élections : Mexique, Venezuela, Bolivie, Costa Rica, etc.).

De plus, les gouvernements se révèlent indécis face à certaines nouvelles demandes, comme celles de reconnaissance identitaire de la part des populations indiennes. Quelques pays (Colombie, Venezuela) ont choisi de réserver certains sièges aux représentants des popula-

3. Scott Mainwaring et Timothy R. Scully, *Building Democratic Institutions. Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995, p. 15.

tions indiennes. Ailleurs, des mécanismes visant la représentation institutionnelle des minorités sont en gestation (régions autonomes au Nicaragua, Accords de San Andrés au Mexique). En Équateur et en Colombie, des partis indianistes ont été créés (*Confederación de Nacionalidades Indígenas de Ecuador* – CONAIE –, *Organización Nacional Indígena de Colombia* – ONIC). En Bolivie, le nouveau parti katariste a des relents ouvertement racistes. Avec une telle diversité, peut-on se risquer à établir une typologie des partis en Amérique latine ?

Si l'on reprend les distinctions classiques fondées sur le nombre de partis présents dans les compétitions électorales, le système multipartiste est ici le plus répandu. Certes, quelques pays ont pendant longtemps connu le bipartisme. C'est le cas de l'Argentine (UCR-PJ), de la Colombie (libéral-conservateur), du Honduras (libéral-national), de l'Uruguay (*Blanco-Colorado*), du Costa Rica (PLN-PUSC), du Venezuela (COPEI-AD). Mais le multipartisme caractérisait tous les autres pays (Chili, Paraguay, Nicaragua, Panama, Guatemala, Brésil, Pérou, Équateur, République dominicaine, Bolivie, Salvador, Haïti). Deux pays se distinguaient, l'un avec un parti unique (Cuba), l'autre avec un parti hégémonique (le PRI au Mexique).

109

Les mutations qui ont accompagné le retour de la démocratie ont changé ces données. L'une des recherches les plus complètes qui ait été réalisée sur les partis latino-américains est celle d'Adolfo Ramos Jiménez⁴. Étudiant les pays de la région dans une ample perspective historique, il a regroupé les partis en dix catégories : conservateurs, libéraux, radicaux, populistes, démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, réformistes, nationalistes, communistes et révolutionnaires. On est loin du paysage partisan très simple que l'on trouve dans l'Amérique anglo-saxonne. Aujourd'hui, les deux dernières catégories ont pratiquement disparu. En revanche les sept premières demeurent, souvent profondément transformées. En tenant compte de la tendance à former des coalitions électorales signalée précédemment, et en reprenant les typologies classiques en fonction du nombre de partis, on peut aujourd'hui classer les divers pays en cinq grands groupes⁵ :

4. Alfredo Ramos Jiménez, *Les Partis politiques en Amérique latine*, thèse de science politique soutenue à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne en 1993.

5. Pour le nom des formations, on pourra se reporter au tableau synthétique dans notre article « Amérique latine », in Pascal Perrineau et Dominique Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, p. 55-57.

<i>Monopartisme</i>	Cuba
<i>Bipartisme</i>	Colombie, Costa Rica, Honduras, Panama
<i>Multipartisme bipolaire</i>	Chili, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Uruguay
<i>Multipartisme tripolaire</i>	Bolivie, Salvador, Mexique, République dominicaine
<i>Multipartisme</i>	Brésil
<i>Éclatement ou quasi-disparition des partis</i>	Équateur, Pérou, Venezuela

110 Cette dernière catégorie touche les pays où les partis traditionnels n'ont su ni transformer leurs pratiques ni s'adapter aux nouvelles demandes, et où des leaders charismatiques ont surgi hors parti. Elle est l'une des manifestations de ce que Olivier Dabène a appelé la « démocratie dégradée⁶ ».

Les dix années de Fujimori semblent avoir durablement fait éclater le système de partis au Pérou. Le président élu pour lui succéder, Alejandro Toledo, est lui aussi un *outsider* surgi hors parti. Au second tour de l'élection présidentielle il avait été opposé à Alan Garcia, président de 1985 à 1990 et ancien leader du parti qui avait durant plusieurs décennies structuré la vie politique péruvienne, l'APRA. Il avait dû fuir son pays pendant dix ans, pour échapper aux procédures judiciaires à son encontre. Son retour surprenant sur la scène politique est-il le signe d'un retour de l'APRA dans le jeu politique ? On peut en douter, tant les deux candidats ont utilisé les mêmes ressorts de la démagogie, du discours populiste et du charisme.

Le cas péruvien n'est pas unique. Au Venezuela, Hugo Chávez, un ex-putschiste, a balayé en 1999 les deux partis traditionnels (AD, social-démocrate, et COPPEI, démocrate-chrétien). Il a pour ce faire utilisé exactement les mêmes ingrédients que Fujimori en 1990 au Pérou : lutte contre la corruption, restauration de l'autorité de l'État, lutte contre la pauvreté, discours populiste et antipartis⁷. On est dans ces deux cas en présence de formes de césarisme démocratique, d'un pouvoir qui se gagne et s'exerce sans médiation partisane, avec l'appui de l'armée et dans un rapport direct du chef à ses mandants.

6. Olivier Dabène, *La Démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997.

Si l'Équateur n'a pas connu d'homme providentiel, son système de partis est en complète décomposition, et les deux derniers présidents n'ont pu achever leur mandat. D'autres pays enfin, en dépit de leur apparente stabilité, connaissent une crise profonde des partis qui continuent à fonctionner comme autrefois, c'est-à-dire sur fond de clientélisme et de corruption. C'est par exemple le cas de la Colombie, de la Bolivie, du Paraguay. Jusqu'à quand ?

Ailleurs, là où les partis ont su se renouveler, les nouveaux dirigeants se font souvent élire eux aussi avec des discours anticorruption et des offres de type populiste que, généralement, ils ne peuvent satisfaire une fois au pouvoir. C'est le cas par exemple de De la Rúa en Argentine ou de Fox au Mexique. Ce dernier a d'ailleurs pris grand soin de se démarquer de la formation de droite qui le soutenait et a créé une association des « Amis de Fox » pour organiser et collecter les fonds nécessaires à sa campagne. La crise de l'offre politique des partis aboutit donc à ce que les électeurs votent de plus en plus avant tout pour une personne, même lorsque l'organisation partisane perdure. Ce type de fonctionnement pose une question redoutable à la démocratie.

111

CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE ET « AMÉRICANISATION » DES PARTIS

Les partis, on l'a signalé, ont en Amérique latine été des acteurs majeurs dans les processus de retour à la démocratie. On les a aussi présentés comme des agents essentiels pour la consolidation de la démocratie.

Ainsi, dans l'étude précitée, Scott Mainwaring et Timothy R. Scully affirment que le degré d'institutionnalisation du système de partis est un facteur de consolidation démocratique. Pour eux, dans toute démocratie il y a deux catégories de partis : les partis institutionnalisés et les partis émergents. L'institutionnalisation du système de partis entraîne la stabilité des règles de la compétition partisane, l'autonomie vis-à-vis de l'État et des mouvements sociaux dont ils sont parfois issus. Sans cette institutionnalisation, il ne pourrait y avoir de cohérence dans le débat politique et la résolution des conflits serait extrêmement difficile. En revanche, quand les partis sont institutionnalisés, les acteurs politiques

7. Voir Georges Couffignal et Daniel Van Euwen, « Venezuela, naissance d'un nouveau régime ou retour aux populismes d'antan ? », in Georges Couffignal (dir.), *Amérique latine 2000*, La Documentation française-IHEAL, 2000, p. 133-150.

reconnaissent la légitimité des processus électoraux. Le respect des choix de la majorité en découle.

L'effondrement des systèmes de partis, que l'on a pu observer dans certains pays, est sans doute inquiétant dans cette perspective. En Europe, le cas italien montre que cette situation ouvre la porte à toutes les dérives populistes. En Amérique latine, les cas péruvien et vénézuélien pourraient ne pas demeurer isolés, là où la crise des partis est la plus forte, comme dans quelques pays de la zone andine ou d'Amérique centrale. Il n'est pas contestable que ces formes de gouvernement fragilisent la démocratie, ouvrent la voie aux dérives autoritaires, permettent le retour en coulisse du pouvoir politique des militaires. Elles infantilisent les électeurs, qui attendent tout de cette figure moderne du cacique d'antan. Cela empêche évidemment la construction de citoyennetés fortes, sans lesquelles il n'est pas de régime démocratique stable.

Ceci est incontestable. Mais à focaliser l'attention sur ces problèmes graves, propres à quelques pays, on met l'accent exclusivement sur certaines fonctions des partis dans le système politique. On souligne qu'ils n'arrivent plus à structurer la compétition électorale, ni à servir de médiateurs entre le pouvoir et la population. Et là où les partis demeurent, on ignore souvent les mutations qu'ils connaissent, tant dans leur identité que dans leur fonctionnement interne. Or les changements, là encore, méritent que l'on s'y arrête.

On l'a vu, les partis traditionnels s'étaient institutionnalisés sur des fondements idéologiques soit importés d'Europe (libéraux, conservateurs, démocrates-chrétiens, socialistes, communistes, etc.), soit issus des processus politiques propres à la région (populisme, mouvements révolutionnaires, etc.). La chute du mur de Berlin a provoqué un traumatisme majeur dans toutes les gauches latino-américaines. Pour reprendre l'heureuse expression d'un universitaire mexicain, ces gauches se sont retrouvées en face d'une « utopie désarmée⁸ ». Le modèle social-démocrate n'avait jamais véritablement pris en Amérique latine, même si dans presque tous les pays on trouvait au moins un parti adhérent de l'Internationale socialiste. Le modèle alternatif au modèle américain était le modèle socialiste. Cela se comprenait, dans la mesure où ce modèle était le plus antinomique à celui des États-Unis qui, depuis deux siècles, n'avaient cessé de renforcer leur emprise sur l'ensemble du continent. Les gauches latino-américaines étaient donc

8. Jorge Catañeda, *La utopía desarmada*, Mexico, Joaquim Mortiz Planeta, 1993.

anti-américaines avant d'être socialistes. L'effondrement du modèle les a rendues orphelines, seules dans leur face-à-face avec les États-Unis.

Il a donc fallu que ces formations, comme les gauches émergentes (tels le PT au Brésil ou le PRD au Mexique), transforment leur offre politique. Elles l'ont fait en se « désidéologisant ». Elles ont mis l'accent sur deux thèmes majeurs pour se distinguer de leurs adversaires : d'une part, leur lutte résolue contre la corruption, d'autre part, l'exemple qu'elles veulent donner de leur fonctionnement démocratique.

Le caractère irréfutable de la gestion du PT brésilien, pourtant issu de l'extrême gauche, explique qu'il ait conquis et conservé la région la plus riche du pays, l'État de Rio Grande do Sul, et sa capitale, Porto Alegre. Il explique qu'il vienne de reconquérir la mairie de la plus grande ville du pays, Sao Paulo. La bourgeoisie et les classes moyennes de ces régions n'ont certes pas basculé dans une gauche radicale. Le PT, en fait, séduit par son intégrité et son efficacité. De même, le PRD a conservé la gestion de la ville de Mexico en 1999, en grande partie pour la rupture qu'il a su introduire avec les pratiques clientélares du PRI. Plus que de faire une autre politique, c'est le fait de faire de la politique autrement qui a attiré les couches idéologiquement fort éloignées de ces formations de gauche.

113

Sur le plan du fonctionnement interne des partis en second lieu, on a vu dans nombre de pays se généraliser la pratique des primaires pour désigner les candidats aux différents scrutins locaux ou nationaux, à droite comme à gauche. La verticalité des procédures de désignation traditionnelles, faites d'arrangements entre groupes et oligarchies au sommet du parti, a fait place à des élections soit internes, soit de plus en plus souvent ouvertes à tous les citoyens désireux de participer à ces désignations. Cette pratique des primaires, ouvertes ou fermées, est directement importée des États-Unis. Les partis se transforment progressivement en de simples machines électorales. Ils sont vraiment présents dans le débat politique le temps de la compétition électorale, puis entrent en sommeil, attendant la prochaine échéance. Le contenu de l'offre politique est alors secondaire par rapport à la promotion du candidat. Le phénomène était particulièrement notable lors des élections mexicaines de 2000, pourtant très compétitives. Si les partis (PAN – PRI – PRD) qui soutenaient les trois principaux candidats étaient idéologiquement très marqués par leur histoire respective, les propositions et programmes étaient très proches. C'est l'image, le marketing, les phénomènes de rejet du PRI qui ont donné la victoire à Fox, beaucoup plus que son programme, demeuré pour l'essentiel dans un flou délibéré. On

pourrait faire la même observation des dernières présidentielles argentine, chilienne ou colombienne. Comme d'ailleurs souvent aux États-Unis...

Un modèle présidentiel commun à tous les régimes, un rapprochement des pratiques politiques, une formation des élites latino-américaines qui se réalise de plus en plus dans les universités américaines, un marché continental probablement unifié à l'horizon 2005, une dollarisation croissante des économies... En dépit des efforts renouvelés de nombre de dirigeants pour nouer des relations politiques et signer des accords économiques avec l'Europe, « l'Amérique aux Américains », revendiquée dès 1823 par James Monroe, semble, depuis une dizaine d'années, progresser beaucoup plus rapidement qu'au cours des deux siècles écoulés.

114

BIBLIOGRAPHIE

S O M M A I R E

- Manuel Alcántara, *Sistemas políticos de América latina*, Madrid, Tecnos, 2 vol., 1999 et 2000 ;
- Georges Couffignal (dir.), *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, Presses de la FNSP, 1992.
- IRELA, *Manual de los partidos políticos de América latina*, Madrid, 1997.
- Ronald H. Mac Donald et Marc J. Ruhl, *Party, Politics and Elections in Latin America*, Boulder, Westviews Press, 1989.
- Scott Mainwaring, Timothy Scully (éd.), *Building Democratic Institutions : Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995.
- Dieter Nohlen (éd.), *Elecciones y sistemas de partidos en América latina*, San José de Costa Rica, IIDH, 1993.
- John Peeler, *Building Democracy in Latin America*, Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers, 1998.
- Carina Perelli, Sonia Picado S., Daniel Zovatto, *Partidos políticos y clase política en América latina en los 90*, San José de Costa Rica, IIDH, 1995.
- Alfredo Ramos Jiménez, *Los partidos políticos en las democracias latinoamericanas*, Mérida-Venezuela, Universidad de los Andes, 1995.

R É S U M É

Les partis politiques ont été des acteurs majeurs des transitions démocratiques en Amérique latine. Au cours de la décennie passée, ils sont, dans la plupart des pays, entrés dans une crise profonde, sur fond de dégradation des institutions démocratiques. Certains n'ont pas su changer leurs pratiques et ont parfois complètement disparu, balayés par le succès d'outsiders charismatiques et antipartis. D'autres ont laissé naître à leur côté des formations concurrentes. Tous ont eu tendance à se « désidéologiser » et à se transformer en de simples machines électorales, au service de candidats qui recourent de plus en plus au discours populiste, à l'instar de ceux qui ont mis fin à la partitocratie.